

SAMEDI 25 NOVEMBRE,

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES,

MOBILISONS NOUS CONTRE TOUTES LES VIOLENCES PATRIARCALES, SEXISTES ET SEXUELLES.

LES CHIFFRES, édifiants, nous montrent combien il est nécessaire de se mobiliser partout, dans l'unité, contre les violences sexistes et sexuelles envers les femmes et les minorités de genre. 844 féminicides ont été recensés depuis 2017. 213 000 femmes par an sont victimes de violences dans le couple. 87% de femmes ont déjà été victimes de harcèlement, d'agressions sexuelles ou de viols dans les transports. En moyenne, 94 000 viols ou tentatives sont perpétrés par an.

LES VIOLENCES SONT PARTOUT : dans le couple, au travail, dans l'espace public, à l'école, à l'université, dans les transports, dans les établissements de soin, les cabinets gynécologiques, dans les maternités, dans les milieux du théâtre, du cinéma, du sport, en politique, sur nos lieux de travail évidemment et malheureusement aussi dans nos cercles militants, qui sont à l'image de cette société patriarcale.

SUR NOS LIEUX DE TRAVAIL, nous les côtoyons doublement. En tant que victimes puisque nous y constatons plus de 20 viols ou tentatives par jour, et où 20% de femmes salariées sont victimes de harcèlement sexuel, 25% du total étant des agressions sexuelles. Ces faits sont majoritairement commis par des hommes, le plus souvent des collègues et des usagers. Nous les côtoyons également en tant que salariées des établissements de la santé, du social et du médicosocial, puisque nous y accompagnons celles qui sont les plus touchées par ces

violences, celles qui souffrent déjà de multiples oppressions : les femmes racisées, les femmes migrantes, les femmes précarisées, en situation de handicap, les femmes lesbiennes et bi, les femmes trans, les femmes en situation de prostitution et celles victimes de l'industrie pornocriminelle.

LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES, ACCOMPAGNER LES PERSONNELS ET PERMETTRE QUE LES USAGÈRES SOIENT ACCUEILLES DANS LES MEILLEURES CONDITIONS, C'EST AUSSI LE RÔLE DU SYNDICAT. Chaque salariée ou usagère victime doit pouvoir s'exprimer et voir ses droits appliqués. Alors que les moyens budgétaires alloués à nos établissements et associations ne font que diminuer de la part du gouvernement et des tutelles, entravant ainsi nos conditions de travail et d'accueil, c'est le rôle du syndicat de se mobiliser dans l'unité pour inverser la vapeur et retrouver des moyens à la hauteur des besoins.

CES VIOLENCES NE SONT PAS UNE FATALITÉ ! PARTOUT, DANS LA RUE, AU TRAVAIL ET À LA MAISON ELLES DOIVENT CESSER ! NOUS EXIGEONS L'APPLICATION DES LOIS EXISTANTES, UN PLAN D'URGENCE NATIONAL, DES POLITIQUES PUBLIQUES S'ÉLEVANT CONTRE LA TOLÉRANCE SOCIALE, PROMOUVANT LA PRÉVENTION, LA PROTECTION ET LA SOLIDARITÉ VIS À VIS DES VICTIMES ET DES CO-VICTIMES, METTANT FIN, ENFIN, À L'IMPUNITÉ DES AGRESSEURS !

LE 25 NOVEMBRE, MOBILISONS NOUS POUR OBTENIR DES MESURES AMBITIEUSES !

SUD Santé Sociaux exige des mesures ambitieuses et des moyens financiers pour que la lutte contre les violences faites aux femmes soit une priorité. Nous exigeons :

- Des moyens humains et financiers pour pouvoir accueillir dignement les femmes qui portent plainte, les écouter et mettre en œuvre des moyens de protection,
- L'application de l'ordonnance de protection,
- L'augmentation des moyens pour les associations qui accueillent les femmes victimes de violences,
- Une éducation non sexiste dès le plus jeune âge,
- Des formations obligatoires pour les professionnel·les de santé, du médico-social et du social, à la fois pour les référent·es harcèlement sexuel mais plus largement sur les violences sexistes et sexuelles.
- La revalorisation de 400€/mois des métiers de notre secteur que ce soit dans le sanitaire, le social, ou le médico-social, sans oublier l'animation et l'aide à domicile.
- La reconnaissance des qualifications, des responsabilités et de leur pénibilité (horaires, amplitudes, rythmes de travail),
- À travail égal, salaire égal !
- De véritables mesures contre les ambiances sexistes et le harcèlement sexuel au travail.

